

Commission de la Marine.



Novembre - 1932.

1^{er} Novembre.

Pas de réunion de la Commission.

Le final tient des réunions de pure forme -

9 Nov.

1^{er} Réunion de la Commission.

Le Président (M. Rio) fait un exposé de la situation.
Construction. Budget. Disarmement. Aéronautique.

Plusieurs membres (M. le Baill. de Blaiz) signalent la
situation lamentable de l'Air. Maritime.

Le Président est chargé de voir les Ministres de l'Air et de
la Marine -

13 Nov.

M. Rio est rappelé à examiner le plan français de
disarmement, à la Présidence du Conseil, à titre de
diligent suppliant.

16 Nov.

2^{me} Réunion de la Commission -

Examen du rapport de M. Martin-Briachon.
(Reconditionnement de l'Arm. de Mer. & Réserves).

Rapport approuvé -

M. Rio fait un exposé de la situation des
constructions de l'Air. Mar. (résultat de sa
visite à M. LEYGRES) - On décide de faire confiance
à M. LEYGRES jusqu'à la fin de l'année -

17 Nov.

La C^{on} réagit bien diligition des Etudiants
Elevos des Ecoles Techniques S^{ec} de la Marine -

(Voir Lettre du 21 Nov. transmettant le dépêche du Ministre
de la Marine)

8

23 Nov:

Commission

Budget de la Marine. 1^{er} Examen ^{par M. Rio}

Discours. (L'Assemblée) ~~l'Assemblée~~ a communiqué approuvant le plan français & demandant le maintien des plongées sous-marin.

25 Nov:

10^{me} Visite du Salon Nautique -
(M. Rio -).

1^{er} Déc:

a) Vote de la Loi sur le Recrutement de l'Armée de Mer
(sans modification)

Vote officiel: Intervention de M. Rio.

b) Vote de la Loi sur les Légions d'Hommes & M^{es} Militaires
Crise Ministérielle -

20 D^r:

Ministre P. Boncour -

PARLEMENTAIRES EN MISSION

Hier dimanche, sont arrivés à Cherbourg, MM. Bergeon, sénateur des Bouches-du-Rhône, ancien président de la Chambre des Notaires de Marseille, et Martin-Binachon, sénateur de la Haute-Loire, industriel, maire de Pont-Salomon, tous deux vice-présidents de la Commission sénatoriale de la Marine Militaire. Ils ont été reçus par M. le Sénateur Cabart-Danneville, qui fait également partie de la Commission Sénatoriale de la Marine.

L'après-midi, ils se sont rendus sur différents points du littoral, puis ils ont rendu visite à M. le vice-amiral Le D'O, préfet maritime.

Aujourd'hui, ils seront rejoints par M. le commandant Lemonnier, de l'Etat-Major de M. le Ministre de la Marine, et visiteront, en compagnie de M. le docteur Cabart-Danneville, le sous-marin **Surcouf**.

Dans l'après-midi, ils se proposent de visiter la gare maritime et les installations de la Chambre de Commerce.

M. Martin-Binachon est le frère de M. Germain-Martin, ministre des Finances, et proche parent de M. Mesnil, de l'Institut Pasteur, notre compatriote d'Omerville-la-Petite. Ancien officier de Marine, il a jadis résidé à Cherbourg, quand l'escadre du Nord y était placée sous les ordres de M. l'amiral de Boissoudy, et comprenait notamment le **Marengo**, le **Suffren** et le **Trident**.

1933.

Pendant les vacances, incendie du paquebot ATLANTIQUE.

11 Janvier.

1^{re} Réunion de la Commission.

Audition de M^{me} Meyer, Ministre de la Marine Marchande, a/s de l'ATLANTIQUE.

M^{me} Bergeon défend sa proposition pendant la démonstration d'enquête à la C^{me} de la Marine - (discours renvoyé à plus tard).

17 Janvier.

2^{re} Réunion.

Modifications au projet de loi relatif à la financement de la Marine Marchande.

les représentants de la C. G.

La commission sénatoriale de la Marine contre l'abaissement des crédits concernant la défense nationale

La commission de la Marine, réunie sous la présidence de M. Rio, a examiné les répercussions d'ordre militaire qui résulteraient du nouvel abattement de crédits envisagé pour la Marine. Après avoir entendu les explications de MM. Rio, Bergeon, le comte de Blois, M. Martin-Binachon et M. Fargeon, rapporteur du budget de la Marine à la commission des Finances, la commission des Finances, la com-

Considérant que l'abattement demandé aurait pour effet : d'une part de compromettre l'entraînement et l'instruction de la flotte en service et de réduire dangereusement les stocks, d'autre part de ralentir encore la réalisation des programmes votés par le Parlement ;

Considérant que les nations étrangères poursuivent activement l'exécution intégrale de leurs importants programmes ;

Emet l'avis qu'il est impossible, sans compromettre la sécurité de nos intérêts maritimes et coloniaux, de pousser des réductions du budget de la Marine au delà du chiffre initialement prévu à 375 millions, qui représente déjà une diminution de 12 pour cent par rapport à budget précédent.

26 Janvier.

La C^{me} examine les conséquences du projet de budget des forces (abattement de 123 millions pour la Marine).

Elle émet l'avis ci-dessous

← Un questionnaire, dressé par M^{me} Fargeon, a été envoyé au Ministre.

1^{re} Février.

M^{me} Rio est élu président.

2^{re} Février { Chambre. Ense ministérielle.

1^{re} Février { Ministre Daladier

Les compressions des budgets de la défense nationale

Les commissions sénatoriales de la marine, de l'armée et de l'air décident d'entendre le président du conseil et les ministres intéressés

La commission sénatoriale de la marine, présidée par M. Rio, a tenu hier une réunion à laquelle assistaient M. Messimy, président de la commission de l'armée, et le général Bourgeois, président de la commission de l'air.

M. Rio a donné lecture d'une lettre du ministre de la marine relative à la répartition de 123 millions de compressions de crédits demandés au budget de la marine par les nouveaux projets financiers.

A la suite de cette communication la commission, d'accord avec les présidents des commissions de l'armée et de l'air, a décidé qu'une délégation des trois commissions se réunirait pour entendre le président du conseil, ministre de la guerre, et les ministres de la marine et de l'air, sur les abattements de crédits aux budgets de la défense nationale.

Cette audience aura lieu avant que les projets financiers ne viennent en discussion en séance publique devant le Sénat.

Le Sénat et la réduction des crédits de la défense nationale

MM. Daladier, Leygues et Côt ont été entendus hier par l'intercommission sénatoriale

L'intercommission formée des délégués des trois commissions de la défense nationale du Sénat s'est réunie hier, sous la présidence de M. Messimy, assisté du général Bourgeois et de M. Rio.

Elle a entendu le président du conseil, ministre de la guerre, le ministre de la marine et le ministre de l'air sur les réductions de crédit incluses dans le projet de douzième de mars.

Les présidents des trois commissions ont exposé les raisons pour lesquelles ces dernières, dans un même sentiment, s'étaient émuves en constatant qu'à sept mois de distance, et contrairement aux engagements qui avaient été pris devant elles en juillet, les crédits de la défense nationale étaient à nouveau réduits, et cela sans qu'il semblât qu'un plan d'ensemble ait présidé à la fixation de ces réductions.

MM. Daladier, Leygues et Côt ont affirmé que lesdites réductions ne diminueraient pas la valeur défensive de nos armées et seraient, au contraire, l'occasion de la réalisation de réformes profondes dans leur organisation.

Ils se sont engagés à déposer dans un très bref délai ces projets de réorganisation, convaincus qu'ils sont qu'aucune économie nouvelle sur la défense nationale ne peut être réalisée par simple compression des crédits dans le cadre existant.

Après un débat auquel ont pris part MM. Martin-Binachon, Tissier, Lemougnic, René Besnard, Lémery et Gaston Menier, l'intercommission a décidé que le débat continuerait aujourd'hui, hors de la présence des ministres, dans chacune des commissions, de l'armée, de la marine et de l'air.

8.2

12

Vote du Douzième de Mars

L'enquête au Sénat sur les sinistres du « Georges-Philippar » et de l'« Atlantique »

La sous-commission instituée par la commission de la marine du Sénat, afin de collaborer à l'enquête sur les sinistres maritimes du « Georges-Philippar » et de l'« Atlantique », s'est réunie hier.

Après avoir pris connaissance du rapport de la commission constituée par le ministère de la marine marchande et du rapport nautique sur les responsabilités, elle a décidé :

1^o De réclamer communication des procès-verbaux des dépositions ; 2^o d'entendre les représentants du comité de défense des sinistrés ; 3^o de se rendre à Marseille dès le retour du paquebot *Aravis* construit sur les mêmes plans que le « Georges-Philippar » pour poursuivre ces études sur place.

La sous-commission composée de MM. Bergeon ; Cabart-Danneville ; Gasnier-Duparc ; Lémery et Tissier, a désigné M. Bergeon comme président et M. Lémery, comme rapporteur.

6 Fév.

67: Rio envoie une lettre au Ministre demandant la répartition des 123 millions d'abattement -

7 Fév.

Réunion de la Commission -

(mardi du 7 au 9)

La C^o n'entre pas favorable au projet le long ^{du} grand ^{main} -
ou à un projet intermédiaire -

Visite des chantiers ^{du C^o} aux chantiers Biquet -
(M: Rio - M: Martin - Brachet) -

Remise d'un questionnaire à M: Luygn. (Via Correspondance)

Réunion d'une intercommission composée de
12 membres de chaque des C^o Armée Marine - Aé.

Audition des P^o du Conseil - M: Saladin -
du Ministre Marine - M: Luygn
_____. ai. - M: Rio -

Objet: Réduction des crédits militaires -
Via P. V. fait

M: Rio fait un exposé très catégorique sur
les conséquences de l'abattement pris par le Gén!

Il pose des questions au Ministre qui répond assez
vaguement:

- Il construit le Dunkerque -
- Il va faire les croiseurs en cas d'Anc.
- ~~Les stocks sont~~ Les stocks sont évidemment
incomplets.
- Les unités des escadres sont suffisantes.

M: Rio conteste -

M: Cot déclare qu'il y a un gabegie excessive à l'Aé -

Les protestations des Commissions

Coup sur coup, trois amendements sont déposés. Emanant des trois présidents des commissions de la Défense Nationale, MM. Messimy, Rio et le général Bourgeois, ils demandent une réduction de quelques centaines de francs sur les crédits de la Défense Nationale. C'est la seule manière par laquelle le Sénat, qui n'a pas l'initiative financière, peut faire savoir au gouvernement qu'il ne se contente pas des crédits qu'on lui a demandés et qu'il en réclame l'augmentation.

Etrange chinoiserie parlementaire, qui fait d'une demande de réduction une manifestation de volonté pour une augmentation de crédits.

Le premier, M. Rio, président de la commission de la marine, fait ressortir avec force les conséquences du projet sur nos armements maritimes.

Les constructions neuves vont subir un nouveau ralentissement. L'exécution du programme naval est déjà en retard de plus d'un an. En effet, le *Dunkerque*, après d'injustifiables retards, n'a été mis en chantier qu'en novembre 1932. La tranche de 1932 n'a pas encore fait l'objet d'appels d'offre ; sera-t-elle même mise en chantier en 1933 ?

Certes, il est facile de reporter les difficultés sur l'avenir ? Mais j'estime qu'il faut regarder les choses en face et faire cette année l'effort qui s'impose.

M. Rio indique ensuite que l'Italie vient d'annoncer la construction de deux nouvelles tranches de 45.000 tonnes. L'Allemagne met chaque année sur cale un *Deutschland*. En 1936, elle aura trois de ces unités en service.

Devant les constructions de nos voisins, nous ne pouvons faire moins que de continuer notre modeste programme de remplacement des unités vieillies.

Le président de la Commission de la marine conclut ainsi :

Nous n'avons pas que des frontières terrestres. C'est à la flotte à assurer la sécurité de nos frontières maritimes. En marine on ne peut improviser.

Après ce discours, avidement écouté, fermement applaudi, la parole est au général Bourgeois, président de la commission de l'air.

22 Février

Les crédits militaires

A la demande de la commission, on aborde alors l'article 1^{er}. C'est dire que la question des crédits militaires entre en discussion. M. Rio, président de la commission de la Marine, monte à la tribune.

— La commission de la Marine, dit-il, ne veut pas que l'outil forgé pour la défense maritime soit affaibli ou émoussé. Elle insiste pour que les constructions continuent au rythme prévu, notamment en ce qui concerne la tranche du programme naval et le *Dunkerque*.

Peut-on modifier le programme naval ? On en a parlé à la Chambre. Peut-on remplacer la construction de certains croiseurs par celle d'un vaisseau de ligne ? Je crois qu'il n'y aurait, à cela, que des avantages, mais peut-on, en quelques semaines, modifier tous les plans de construction ?

En ce qui concerne les cadres et les effectifs, les compressions de dépenses sont impossibles. Il faudra faire jouer les crédits d'anticipation ce qui nous amènera à payer plus cher aux chantiers de constructions.

Mais la question n'est plus entière. M. le président du Conseil ayant porté la question du plan technique sur le plan politique, en posant la question de confiance à la Chambre.

M. Daladier, président du Conseil. — Je la poserai aussi au Sénat.

Dans ces conditions, réplique M. Rio, rassuré sur le compte des constructions neuves, nous nous inclinons, laissant au gouvernement la responsabilité d'une procédure coûteuse.

M. Messimy, président de la commission de l'armée. — Le Sénat a affirmé sa volonté que rien de vital ne soit touché dans notre défense nationale, et qu'aucune économie nouvelle ne soit effectuée sans l'établissement d'un programme.

« Soucieuse de ne pas faire de politique, la commission de l'armée prend acte des déclarations empreintes de patriotisme faites par le chef du gouvernement au Sénat et à la Chambre.

C'est au tour du général Bourgeois, président de la commission de l'air à prendre la parole.

— La tactique aérienne, dit le général Bourgeois, a évolué depuis la guerre, ce qui a entraîné une évolution dans le matériel. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que des tâtonnements aient eu lieu.

« Si l'on arrête les commandes, on crée du chômage. Il faut poursuivre

M. de Blois, qui a repris l'amendement de M. Rio, voté en première lecture par le Sénat, abandonné cette fois par le sénateur du Morbihan et demandant à réduire, à titre indicatif, de 500 francs les crédits de la marine, demande si le Sénat va se déjuger.

Après intervention de MM. Eccard et Martin Binachon, la parole est donnée au président du Conseil.

M. Daladier. — Je tiens à exposer la position du gouvernement : il ne s'agit pas dans ma pensée d'un débat politique, mais d'un arbitrage entre les deux chambres. C'est pourquoi j'ai décidé de poser la question de confiance.

Lors de son dernier vote, le Sénat a voulu dire qu'il ne fallait plus procéder à des réductions de crédit sans effectuer des réorganisations. Le mois de mars ne s'écoulera pas sans que les projets de réorganisation aient été déposés. Mais ce sont des problèmes de doctrine qui viennent d'être portés à la tribune.

Parlons de l'aviation. Nous dépensons des sommes supérieures à celles que dépensent les autres pays d'Europe, et l'on y vient dire que la sécurité de notre ciel n'est pas assurée. Que pensera le pays ? (Applaudissements).

Il y a une maison où il faut mettre de l'ordre dans les choses et dans les esprits. (Applaudissements). On n'a jamais su choisir entre la politique des prototypes et celle des constructions de séries. Il en est résulté un gaspillage auquel il convient enfin de mettre fin.

(Vifs applaudissements à gauche et sur divers bancs).

J'ai la conviction que l'on peut aller plus loin encore dans la réduction des crédits de l'aéronautique. Mais pour cela il faut introduire dans le ministère de l'Air, encore jeune et dépourvu de traditions, l'ordre et l'énergie (très bien). Nous n'oublions pas les erreurs de 1914. Cette erreur colossale de la doctrine de l'offensive à outrance...

Voix à droite. — Cela n'a aucun rapport avec la question.

Le président du Conseil. — On a fait allusion tout à l'heure aux fautes de 1870 et de 1914. J'affirme et je veux affirmer qu'en face des erreurs colossales de l'état-major, le Parlement a fait tout son devoir. C'est le Parlement qui a exigé les mitrailleuses. M. Caillaux avait, après Agadir, demandé la construction d'une artillerie lourde qui nous a bien manqué en 1914. (Applaudissements à gauche).

La question de confiance

« Que l'on ne fasse pas de propagande de la peur, s'écrie le président du Conseil aux applaudissements de la gauche. J'ai la conviction que mon pays est assuré de pouvoir se défendre. Je n'ai aucune inquiétude pour la sécurité de la patrie. C'est avec cette certitude profonde que je pose la question de confiance.

M. Millerand à la tribune

M. Alexandre Millerand à la parole. — Le gouvernement, dit-il, demande au Sénat de se déjuger sans lui avoir apporté pour cela de motifs techniques. On ne nous a pas prouvé qu'une réduction des crédits n'offrait pas d'inconvénients.

« Deux doctrines se heurtent : l'une affirme que le désarmement de la France constitue la plus grande garantie de la paix. L'autre, au contraire, affirme que la force de l'armée française est, en Europe, la seule garantie de la paix.

« Le gouvernement se prononce pour la première contre la seconde.

« Le Sénat a sa responsabilité à prendre sur cette question vitale. (Très bien sur de nombreux bancs).

Le président du Conseil. — Personne n'a jamais soutenu que le désarmement de la France soit la meilleure garantie de sécurité. Les orateurs du parti auquel M. Millerand a appartenu... (Rires).

M. Alexandre Millerand. — Et que j'ai abandonné pour des raisons d'ordre national.

Le président du Conseil. — ...soutiennent que la sécurité doit naître d'un désarmement simultané et efficacement contrôlé de toutes les nations (Très bien). Quel patriote peut réprover une pareille thèse ?

M. Caillaux expose que, par 15 voix contre 13, la commission des Finances a donné son adhésion à la thèse du gouvernement.

— La discussion, dit-il, reviendra devant la loi de Finances. En outre, nous retenons l'engagement pris par le président du Conseil de nous saisir des demandes de crédits nécessaires, s'il en voyait la nécessité en cours d'exercice.

« Enfin, la commission des Finances, qui se préoccupe autant que quiconque de la Défense nationale, ne peut pas oublier que le salut du pays dépend aussi de la restauration de ses finances.

« Cette considération lui dicte son vote dans la discussion qui est engagée alors qu'il s'agit de réaliser une économie appréciable. (Très bien). »

M. François Saint-Maur. — Il s'agit non d'un problème technique, mais d'un problème politique. Cette considération guidera mon vote.

Le vote

L'amendement contre lequel la question de confiance est posée est repoussé par 180 voix contre 118.

En conséquence, les réductions de crédits militaires proposées par le gouvernement sont adoptées. La séance est suspendue jusqu'à 15 h. 30.

15 Févr.

Les commissions décident de proposer une réduction de 100⁰ francs les crédits militaires.

16 Févr.

La C^o des Finances entend le P^d du Conseil & par 16 v. contre 10 accepte la réduction des crédits.

17 Févr.

La C^o de la Marine charge un Comité de protestation contre la réduction des crédits de la Marine

18 Févr.

Discut au Sénat.

Vote officiel.

Vigoureuse intervention de M^r Rio -
qui appuie.

La réduction est rejetée. (169 v. contre 117).

24 Févr.

La C^o décide de ne pas insister sur la question de confiance et pose, chaque membre exprimant un vœu.

27 Févr.

Intervention de M^r Rio. Vote officiel.

La réduction est acceptée. 190 v. contre 118 -
la question de confiance ayant été posée.

1^{er} Mars.

Séance de la Commission.

M^r Bégin sur la question du PHILIPPE.

M^r le Bât est chargé de la question de l'Ain.

2^{er} Mars.

Présidence de M^r Bégin.

Expédié M^r Baudouin sur la France.

A

Riferimenti:

Anal.

~~Koer Off~~
Koer
Koermaas

Lettera adresee M-Point.

Vorlesungen

M-Point

Minister Marin

{ Lettera adresee am Minister. 13 Mai.
Riposte des 15 Mai. am Minister; (in archivio).

Avril -

⁹
Vacances de Pâques.

Un projet de voyage au MAROC doit être abandonné, le Sénat votant le 2 Mai - pour le budget. Le voyage n'achèvera un voyage privée de DEGRASSE. (M. Rio, M. Bin., Audouy, Cabon, Vignier, Tenu) -

Mai - 8 -

Vote du budget de la Marine -
Déclarations de M^{me} Bergon.

Rio.

Voir officiel du 9 -

11 -

Réunion de la Commission de la Marine pour examiner l'attitude sur l'article 118 A (réduction de 5% de toutes les dépenses du matériel de l'Etat) et l'article 25. (contrôleurs de la Marine)

longue discussion sur l'article 25 -
Le Sénat décide de le reporter malgré avis de M^{me} Martin-Binachon.

Discussion sur l'art 118. On décide d'écrir au Ministre. (voir attache) pour avoir des précisions qu'il n'a pas données à la Tribune.

Contre réunion de la Commission sur l'art 25 - (avis de M^{me} Martin-Binachon accepté) -

art 118. décide de protester -

Dépôt d'un amendement

10
Officiel du 10 Mai - page 1010 et suivants.

N° 108 (rectifié)

17 mai 1933.

18 mai 1933.

SENAT

ANNÉE 1933

Session ordinaire

Loi de Finances.

Art. 118 A.

AMENDEMENT

*Au projet de loi, adopté par la Chambre des Députés,
portant fixation du budget général de l'exer-
cice 1933,*

(Voir les n° 259, 260, a et b, nouvelles rédactions de la Commission, année 1933.)

PRÉSENTÉ

Au cours de la discussion

Par MM. RIO, BERGEON, MARTIN-BINACHON, LE BAIL,
Louis TISSIER, LE MOIGNIC et CABART-DANNEVILLE

Sénateurs.

LOI DE FINANCES

ARTICLE 118 A

*Après le deuxième alinéa de cet article, ajouter les
dispositions suivantes :*

« Seront exceptées également de cette réduction les dé-
penses afférentes aux chapitres 20, 26, 30, 33, B, D, I et J du
budget de la Marine militaire. »

22251

PARIS. — IMPRIMERIE DU SÉNAT, PALAIS DU LUXEMBOURG.

acloph

Officiel du 10 Mai - page 1010 et suivants.

Mar 19 -

Discussion de la loi de Finances.

Voir art 25 - (Officiel) résumé.

Art 119 A - voir officiel des
Interventions de M' Rio, dont l'amendement
est encore adopté -

Juiz -

16.

Commission.

- Avis de M' Bergues sur parts uniques.
- C' de M' Hachette sur câbles marins.
- avis sur la proposition de loi sur monopole du pétrol.

21 -

Commission.

Avis de M' le Bail sur l'organisation du H. de
l'AIR (voir avis)

Avis adopté après eng. débat (Tunis).

Création d'un Sous-comité de 6 m.

[Rio, Bergues, M.B - T. L.B - Hach -
pour étude.]

27 -

- Débat sur le Ministre de l'AIR.

Voir officiel du Et

Intervention importante de M' Rio.

Déclarations des Ministres -

Tunis.

27 au 3 Juillet - Voyages de M^{me} Pagan -
Cabau. Le Gagen - Martin Dm. Cabau -
au Maroc : Algérie
(Association des Grandes Parties Françaises)

Juillet.

5 -

C^{on} de la Marin.

M^{me} Rio signale que la Marin va
arrêter ses travaux de paix à combustible.

Audition commune avec Amic
du g^{al} Menimy. 1^{re} défense Afrique du
Nord.

g^{al} Menimy signale insuffisance
des défenses des côtes d'Alg. Oran - Casa -
Demande que la Guerre coûte 15 millions.

Ditidi que les Présidents de M. Pagan
avaient donné le Président du
Conseil —

7.

7⁸ -

Vote de la loi sur les portes du
littoral -

8 -

Clôture de la Session -

13

Envoyé à M^{me} Bergon & Février rapport au brouillon -
vers

M^{me} Hatchett fait lui-même son rapport -
- il conclut à l'insuffisance des moyens de défense
en Manche -

Intersession - (vacances 1933)

17. - 22 Aout. - Visite des Centres d'Ais. Provence
et du BÉARN-TESTE
par M^e Tissier d'Anglars
accompagnés par l'^e F. Lemire. -

Visiti BÉARN-TESTE - S^r Raphaël Lass. Béar.
(M^e Tissier continua seul)

2 Septembre. - Visite du Chambon par M^e Hachette L'abat. Damel.

Nota: { Aucun rapport n'est fait sur l'Aéro. M^m.
Il est décidé que la question sera portée à la discussion -
(elle l'a été lors des volets des leçons sur la M^m de l'Aérol. M^m)
(Tome 34)

qui demande au Ministre de l'Aé. sur les commandes de 1938.
la composition des commandes pour l'A. M. en 1936. ↵

Session 6^e Trimestre 1933.

17 Octobre -

Rentrée du Parlement -

24 Octobre -

Commission de la Marine -

Distribution de Rappats - (Marin Marchand) -

M^e Lémerg^e signale les armements étrangers -

M^e P^l résume les travaux de la S/Commission de l'Aero -

3 Novembre -

Sess. Commission de l'Aéronautique (1^e Réunion)

Présidence M^e Dugon -

- M^e Rachet^h lit un rapport sur la F^légi^{on} :

- (Bases suffisantes mais pas d'activation) -

4 Novembre -

2^e Réunion de la S/Commission -

Présidence M^e Rio - question de la démission

~~On décide d'en~~ l'admission des travaux de la C²

~~On décide d'en~~ renfermer à la C³ plénier l'^o de proposer une interpellation -

14 Novembre -

Exposé de M^e Rio sur la mise à jour des travaux de la S²
On décide d'interroger le Gouv^{er} sur la situation de l'Aero. M^{me} -

Entendus en Comité officiel au C¹ L'artigue l'afin
de l'état de l'Aero. M^{me} - (un compr^é-un peu peu).

von Cetin an Minister de la Marine -

13 Dicembre.

Lecture des Rapports de M^{me} Tinica sur l'Ac^{ca} n^o 1
Manitoba : M^{me} Tinica critique la situation du matin
volant, q de di fenn CA -, dénonce les bannanistes commun.

20 Dicembre.

M^{me} Rio demande ce qu'il convient de faire
pour l'audition privée des Ministres.

Décidé, le Parlement n'entrant en vacances le 15,
de renvoyer à plus tard l'audition et de ^{demandez} renvoyer ces
questionnaires écrits au M^{me} au parquet écrits au Ministre.

Rapports sur la M^{me} Marchande. ~~for~~

21-

Fin de la réunion.

Tenu à l'avis de la C^{ca} de la Marin sur le Projet de loi
de l'Ac^{ca} M^{me} Bagen -

19

Vis Réponse du Ministre de la Marine du 6 Janvier.

Lettre au Min. de la Marine le priant de venir devant la C^a.
Réponse du _____ acceptant.

20

1936.

14 Janv.

Reçus réponses des Ministres de la Marine.

(carré)

14

fait hier à 50 ex. ces réponses - (en éliminant
passages trop confidentiels (chiffres) -

Envoyé sans pli (à la question du Linat) à chacun des
membres de la Commission une copie numéroté -

26 Janv.

Réunion de la Commission - (pas de changement)
Rélection du bureau -

29 Janv.

Chute du Ministre Chautemps -

31

- 1^{re} Réunion de la C^o ~~plénière~~ (nombreux absents).
- Lecture des réponses du Ministre -
Discussion -
La C^o - non rassurée par les réponses du M^g qu'il
juge optimistes - décide de convoquer sans tarder -
c^od. pour le F; le Ministre devant la Commission -
ainsi que la VA. CEMG -

Finis -

Le Gouv^o démissionne - à la mi^e de l'après-midi
du 6 au soir -

La C^o se réunit pour des questions de Marin
Marchand -

2
Voir: *lettre des Ministres envoiante l'acte des jum.*

- communiquant l'acte des jum.

" LA COMMISSION SENATORIALE DE LA MARINE s'associe à l'unanimité aux motions votées les 15 et 17 Février par les COMMISSIONS DE L'ARMEE ET DE L'AIR, rappelant l'impossibilité, pour la France, de réduire davantage ses forces défensives, dans l'état présent de l'Europe et du Monde.

Elle estime en particulier que notre Marine ne devra pas être affaiblie tant qu'un accord établissant un régime de solidarité internationale efficace et prévoyant une réduction générale des flottes ne sera pas conclu.

Elle demande, en conséquence, que les programmes de la Marine soient réglés au plus tôt pour assurer, ~~jusqu'à~~ ~~nouvel ordre~~, le maintien de la flotte française ~~à un~~ niveau ~~actuel~~ *"des nécessités de la Défense Nationale."*

La défense du littoral de la Manche au Sénat

Une intervention du Dr Cabart-Danneville

Au cours de la séance de mardi soir, M. le docteur Cabart-Danneville, membre de la Commission sénatoriale de la Marine, a appelé l'attention de M. le Ministre de la Marine sur la défense du littoral de la Manche. Voici en quelques termes :

M. Cabart-Danneville. — A propos de l'article qui nous est soumis, je voudrais présenter à M. le Ministre de la Marine deux brèves observations.

D'abord, une observation relative à l'insuffisance de nos moyens de défense maritime de la Manche.

Lors de la dernière réunion de la Commission de la Marine, nous avons attiré votre attention sur ce point, M. le Ministre, en vous donnant des précisions qu'il serait superflu et contre-indiqué, du reste, de donner à cette tribune.

Ce n'est, en tout cas un secret pour personne que nos intérêts maritimes et nos côtes de la Manche ne seraient pas à l'abri d'une menace des **Deutschland** et des six croiseurs allemands. Nous ne sommes plus dans la situation de 1914. Nous ne pouvons compter sur une intervention immédiate de la flotte anglaise. Il est indispensable de donner à nos populations inquiètes la certitude que nous sommes en mesure d'assurer nous-mêmes la sécurité de nos très importants intérêts maritimes de la Manche.

En attendant d'entrée en service du **Dunkerque** et des croiseurs de 8.000 tonnes qui renforceront notre situation navale, Mais seulement en 1937, nous vous demandons, M. le ministre, de prévoir dans la réorganisation à laquelle vous comptez vous attacher et pour laquelle notre concours vous est acquis de prévoir dans les plus brefs délais un renforcement de nos moyens navals, aériens et cotiers de défense de la Manche. Ceci nous paraît d'autant plus facile que nous y avons des bases puissamment organisées.

La deuxième observation, M. le Ministre, est relative à une commande faite récemment en Allemagne par vos services, d'une grue destinée à l'achèvement du **Dunkerque**.

Cette commande qui a vivement ému nos constructeurs, comporte entr'autres inconvenients un grave risque. Si pour une raison quelconque, l'industrie allemande ne livrait pas à la date prévue le matériel com-

mandé, la construction de notre seul croiseur de ligne ne serait-elle pas arrêtée, ou tout au moins retardée ?

C'est là, une question, M. le Ministre que je tenais à signaler à votre attention.

M. Piétri, ministre de la Marine, dans sa réponse à M. le docteur Cabart-Danneville, a reconnu exact que les moyens de défense de la Manche sont insuffisants. Il a indiqué qu'un projet de loi a été préparé, qui tend à remédier à cette situation et à rajeunir toute notre aéronautique maritime.

En ce qui concerne le second point qu'a abordé M. Cabart-Danneville, a poursuivi le ministre, il est vrai que l'industrie française n'ayant pu fournir le type de grue nécessaire pour certains travaux de construction du **Dunkerque**, l'administration allemande en utilisera le système des prestations. Mais la fourniture de la grue en question, n'est pas la condition de la grue qu'a besoin, les grues que nous possédons pourraient servir.

EST-CE L DU LAC ?

Tandis que sur on assiste à la c tique qui intrigue nier, délaissant l n'a-t-il pas regag souterrain pour plage de Querque

Toujours est-il long de 7 m. 50 à

la dernière tempé

tie de la plage d

bout du champ d

Le monstre a

chers qui borden

ganes intérieurs

contenir un tom

mètres de cet én

Ce poisson, d'

possède une po

corps par un lo

nageoires et sa

de long poils. L

bleuâtre.

Malheureusem

assez difficile, ca

déjà commencé à

tamment la tête

Nous avons s

concitoyen, M.

une épreuve pho

cadavre. M. Corl

sur la nature e

marin qui para

espèce inconnue

La réouvertu

du Théâtre

a eu

Ce fut un

constances se

ficiel qu'elle

d'autres tem

le grise et t

Pathé cons

beaux effor

Cherbourg

du confort

La nouv

plutôt, car

rions pas à

lieu de plai

ment monté

notre Théâ

paré intérie

naissance, la

commande d

se et réuss

Marignan,

pitale.

Réalisatio

direz-vous. Q

poraine, il en

lignes; mais

table, où l'

et dont l'

issement.

Dans ce

tion heu

d'élargir

gard en

mière

mation

La lu

mago

7.000

miè

et s

les

re

rep

le

fa

da

re

ce

21 Février.

Audition des Ministres de la MarineVoir communiqué - ordre du jour.

Nota : cette audition est marquée par de longues interventions de M^e Tissier en faveur du maintien de l'Acro. Maintien à la Marine.

Si assistant : a^l Bertrand Viel.a^l Darlan - C^o Bachelet.

Résumé : Ministre d'intérieur : les réformes édictées.

Annexe : projet de loi spécial sur les comb^osignes de
tranche 1936 en préparation.

Interventions principales :

• M^e Tissier - vin plus haut.• M^e Martin-Dubouchet - demande maintien jusqu'à nouvel arrêté du personnel marin de les
enc. ^{les} autorisations.• M^e Hachette - demande si à M^e à tout ce qu'il
enfert.• M^e Rio - demande qu'on ne dépense pas
d'argent pour des appareils démodés.• G^{al} Meninny - ministre pour défense de Casablanca -
accord pour l'armement c^o a^l M^e à la Marine.

25 Février.

M^e Rio envoie un télégramme au Ministre pour
lui résumer état d'april de la C^o d'ordre renseignements
pour l'audition.

26 Février.

Discussion du budget - (procédure exceptionnelle)

Voir intervention de M^e Rio.- - - - de M^e Caban-Bonville.

21 Février.

Audition du Ministre de la Marine.

Voir communiqué - ordre du jour.

Nota : cette audition est marquée par de longues interventions de M^{me} Tissier en faveur du maintien de l'Acro. Maintenance à la Marine.

Assistants : a^{me} Bertrand Viel.

a^{me} Darlan - C^{me} Babbé.

Résumé : { Ministre développe les rapports écrits.
 { Annexe projet de loi spécial sur les comb^{me} lignes.
 — Marché 1934 en préparation.

Interventions principales :

• M^{me} Tissier - vin plus haut.

• M^{me} Martin-Bissarch - demande maintien jusqu'au 1^{er} juillet
actu du personnel marin de les
ex. évacuation.

• M^{me} Hachette - demande si le M^{me} a tout ce qu'il
nécessite.

• M^{me} Rio - demande qu'on ne dépense pas
d'argent pour des appareils démodés.

• G^{al} Menamy - ministre pour défense de Casablanca.

• G^{al} Dangereux - accord pour l'air à M^{me} à la Marine.

25 Février.

M^{me} Rio envoie un télégramme au Ministre pour
lui résumer tout d'après de la 1^{re} ordre renouvellement
pour l'audition -

26 Février.

Discussion du budget - (procédure exceptionnelle)

Voir intervention de M^{me} Rio.

— de M^{me} Cabaret-Damville.

6 Mars -

Réunion de la Commission.

Démission des rapporteurs:

M^r Martin-Bischoff pour la droite.Machut } programme des 3 milliards
Bergen } de la D^r Nationale.

7 Mars.

Réunion de la Commission de l'Atomic.

(M^r Rocard)

Il y a question du Haut-Commandement.

8 Mars -

Le Gouv^r décide de ne pas demander la votation
de la droite ni du projet spécial.

10 Mars. 15 Mars.

Fin de la réunion.

24

Voir, Circulars du Président.
Lettre au M^{me} de la Marine du 2^e Mai —
Note personnelle —

Intersession. Mars Avril 1933.

24 Mars - 8 Avril -

^{à bord du}
Croisière "MEXIQUE"

Visants: { M^{me} Martin-Bonchamps
M^{me} Tissier.

8

Itinéraire: S^{te} Nazaire - Tanger - Casablanca -
La Line - Tangeriffa - Madère - Casablanca - S^{te} Naz.

L'A. de l'enfance n'est à Tanger.
Tout M^{me} Tissier l'accompagne.

Visits: - Rabat - Agadir - (part. of Melchedyak)
- Rabat - (clini chy a Resident)
- Casablanca - (part à marant. battue).
Marrakech (sans l'Amiral)
rejoignez la g^{de} Casablanca -

Notes

26

- Lettre au Minis de commerce n° 10 au voyage au Maroc -

Session Mai Juin 1936.

- 15 Mai - Rendue du Finat.
- 23 Mai. Commission de la Marine.
Examen de la situation:
Le Président rend compte de sa visite à
M^{me} DOUMERGUE & PIETRI -
Il rappelle l'état des projets en instance
devant le Parlement -
Empêch. rendu des voyage au Maroc par
M^{me} M. B. de Timi -
Voyage à Brest avec M^{me} Nachett -
{ les parcs à marant.
Lannion.
La DUNKERQUE.
- 16 Mai -
- 20 Mai - Commission de la Marine -
(Loi Tasso -).
- 5 Juin - Commission de la Marine -
M^{me} Berquin fait son avis sur le projet de loi de
l'amendement pris à l'article 1^{er} que si le
Ministre de l'Aé. donne des appassemens formels
à cet égard -
La C^{te} décide de n'accepter le résultat de
l'amendement pris à l'article 1^{er} que si le
Ministre de l'Aé. donne des appassemens formels
à cet égard -

Le 4 Juillet 1934

La COMMISSION SENATORIALE DE LA MARINE s'est réunie sous la présidence de M. RIO.

Elle a entendu M. PIETRI, Ministre de la Marine, sur le projet de loi de tranche navale actuellement en instance devant le Sénat. A cette occasion, le Ministre a fourni à la Commission des explications sur la position que la France compte prendre dans les prochaines conversations navales.

Après un échange de vues auquel ont pris part M.M. BERGEON, MARTIN-BINACHON, TISSIER & LEBLANC, la Commission a vivement remercié le Ministre de la Marine de son très intéressant exposé, et lui a demandé, entre autres suggestions précises, de maintenir fermement dans les prochaines négociations le principe de la relativité des flottes fondé sur les statistiques établies à Genève en 1932.

19 Juin -

Vote de la loi sur l'armée de l'Air.

Voir P.O. -

L'amendement de la C^{on} de la Marine est voté
le Ministre de l'Air ayant été informé -

Voir intervention M^r Bergeon - en particulier sur
Tunis.

20 Juin -

Commission de la Marine
pour examiner le projet sur les Crédits Militaires.

Rapport de M. Hachette -

Bergeon -

Sur les observations faites par M^r de Kerquen
et Tunis -

21 Juin -

Débat (d'adoption) - des crédits militaires.Voir Voir de la C^{on} de la Marine -de M^r Bergeon, Hachette -

Questions traitées

C	Combustible liquide -
	Aéros -
D	Defense des côtes -
	Aviation -

22 Juin -

C^{on} de la Marine -

Adoption du projet d'appel de
M^r Martin. Discours sur la flotte navale
1936 -

M^r Bergeon présente une observation sur le
1^{er} Régiment -

23 Juillet -

Audition des Ministres de la Marine -

sur la flotte navale.

(Conférence de 35.

Observations présentées par M^r Bergeon, M^r Briachan,
Voir communiqué -

6 Juillet.

Vote du Puy de la au Seignat.
Janvier 1934.

Voir T.O.

55°.

Clouds —

de la Commission

Documents à consulter par
question traitée.

1933-1934.

Tranche 1934.

{ Voir Rapport Martin-Bergeron. Juillet 34.
 Interruption M^e M.B. Bergeron. T.O. 43³⁴.

Voir aussi projet de grand-maison d'au 1^{er} Ambassadeur
en Finlande 1933. (abandonné)

Air.

{ Organisation M^e de l'Air -
 Juillet 33 → Juin 34 { Rapport Martin. Air Milbail
 par rapport de la C^o de l'Air.
 Interruption de M^e Rio. (T.O. 1072).

Armée de l'Air

juillet Juin 34

{ Rapport Martin.
 Air Bergeron.
 { Interruption de M^e Bergeron. (T.O.)

Crédits Militaires européens → Rapport Bergeron-Hachette.

{ Différence des cotes.
 Aéro M^m →

T.O. 28 Juin - 34

- Mission de M^e Téuria. Bergeron en juillet 1933. (Voir PV C^o)
(pas de rapport officiel. mais notes personnelles)
- Rapport Voir - notes sur mission C^o Lartigue.
- Voir audience du Ministre (26-F^e 1934) et correspondance Tania.
(notes du Rattaché)

Différence des cotes.

{ Juillet 1933. Vente des batteries déclarées. Air Bergeron.
 1933. Parties Electros. fin. — Téuria.
 1934. Crédits Militaires. Air Bergeron.
 T.O. 19 Juin 34

Budgets -

1933	Voi P. V. des réunions de Comité novembre - décembre 1933.
	et interventions M' Rio 21 Février.
1934	27 -
	8 Mai.

12 Mai

Maroc -

- | | |
|------|---|
| 1933 | <ul style="list-style-type: none"> - Proj de voyage Mai 1933 - encl à un voyage sur le de GRASSE. (Voir Comité) |
| 1934 | <ul style="list-style-type: none"> - Mission Tunis - M. B. Avril 1934. (Voir Comité) -
Ksar - Voi dernière - (un 4^e voyage par Amiral) |

Paramet M^o .

1932	Accroissement de l'armée de Mer	Rapport M. Benoist. Nouvelles Décembre 1932
	et Réserve	
1933	Légions et Ksar	Rapport M. Benoist Janvier 1933 - avis Budget 1932 -
	-	

Discoursment.

} Voir documents personnels.
 } 1 Communiqué (2^{me} Février 1934).
 } A

Voir discussion budget Marché 1934.

TO. du 5 Février
 Condition des Ministres (4 Février)
 (voir Communiqué "J" 1934)

Combustibles liquides.

} Voir "Crédits Militaires".
 } Février 34. avec Bégaar.
 } Racheté.